

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la Société

Journal de la société statistique de Paris, tome 54 (1913), p. 41-53

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1913__54__41_0

© Société de statistique de Paris, 1913, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 2. — FÉVRIER 1913

I

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 15 JANVIER 1913

SOMMAIRE. — Installation du nouveau Président : Discours de M. Desroys du Roure, président sortant, et de M. Cadoux, président pour l'année 1913. — Adoption du procès-verbal de la séance du 18 décembre 1912. — Élection d'un membre titulaire. — Présentation de cinq membres titulaires. — Necrologie : M. Mischler. — Distinctions honorifiques. — Lecture de la correspondance et présentation d'ouvrages : M. le Secrétaire général. — Communication de M. Alfred Neymarck sur les tempêtes de Bourse. — Communication de M. Lucien March sur l'observation et la stabilisation des prix.

La séance est ouverte à 9 heures, sous la présidence de M. DESROYS DU ROURE, président, qui prononce le discours suivant :

DISCOURS DE M. DESROYS DU ROURE

Président sortant

MADemoiselle, Mes chers Confrères,

Me voici parvenu au terme du mandat que votre bienveillance m'avait confié. Je ne saurais quitter ce fauteuil sans vous exprimer de nouveau ma profonde gratitude pour le grand honneur que vous m'avez fait lorsque, avec une indulgence peut-être trop amicale, vous m'avez jugé digne de présider la Société de statistique de Paris. Laissez-moi en outre vous remercier bien cordialement d'avoir rendu ma tâche si agréable et si facile : la courtoisie dans la controverse, qui est ici de tradition constante, ne s'est pas démentie durant l'année qui vient de s'écouler, et l'autorité dont vous m'aviez investi n'a pas eu l'occasion de s'exercer. D'autre part, notre infatigable et savant Secrétaire général a su préparer avec un talent particulier l'ordre du jour de nos séances, de façon à leur donner un intérêt toujours varié; notre dévoué Trésorier a continué à veiller, avec le zèle et la compétence que vous lui connaissez, sur les finances de notre Société. Je n'étonnerai personne en ajoutant que j'ai trouvé en toute circonstance auprès des hommes éminents qui com-

posent notre Conseil, non seulement les avis les plus autorisés, mais encore une collaboration tout affectueuse. En sorte que j'ai joui de tous les agréments du pouvoir sans en avoir les soucis et que mon année de Présidence restera comme un des meilleurs souvenirs de ma vie. A vous tous, mes chers Confrères, au Conseil et au Bureau de notre Société, sans oublier le Secrétaire de nos séances, dont les procès-verbaux retracent si fidèlement la physionomie de nos discussions, j'adresse mes plus vifs remerciements.

Les travaux des membres de notre Société, pendant l'année 1912, n'ont pas été moins nombreux que durant les années précédentes. Comme d'habitude, la statistique économique y a tenu une large place ; je vous rappellerai la communication si complète et si documentée de M. ROULLEAU sur la production et les mouvements internationaux des métaux précieux et, dans le même ordre d'idées, celle dans laquelle M. YVES GUYOT a présenté, avec ce tour original qui lui est propre et en les appuyant de chiffres bien suggestifs, les résultats de ses études sur les rapports de la production de l'or et des *index numbers*. La discussion à laquelle ont donné lieu ces deux communications nous a valu une note des plus intéressantes de M. LUCIEN MARCH au sujet de l'influence de l'accroissement du stock monétaire sur les prix : question encore controversée et pour la solution de laquelle nous devons souhaiter, avec notre éminent confrère, qu'on rassemble tous les éléments nécessaires.

M. YVES GUYOT a bien voulu encore nous entretenir du rôle économique des récoltes et nous montrer, dans une étude aussi concise qu'attachante, l'importance considérable, bien que parfois méconnue, de l'industrie agricole comme facteur économique mondial.

A côté de la production agricole, la production industrielle proprement dite joue un rôle capital dans le domaine des faits économiques. M. HUBER nous a appris comment avaient été établies à diverses époques et dans différents pays, notamment aux États-Unis et en Angleterre, les statistiques de production. Avec la précision d'un homme habitué à demander aux chiffres leur sens exact, il a exposé les méthodes employées et nous a fait désirer vivement que le Service de la Statistique générale de la France, dont la haute compétence s'affirme chaque jour davantage, soit bientôt mis à même d'entreprendre dans notre pays une enquête de même nature.

La question des salaires et de la cherté de la vie ne se pose pas seulement en France. M^{lle} DE PISSARJEVSKY a apporté une intéressante contribution à cette question si actuelle, en nous faisant connaître les résultats d'une enquête officielle sur les recettes et les dépenses de familles d'ouvriers finlandais.

Enfin, M. DE VILLE-CHABROLLE, dans une communication très substantielle et très instructive, a comparé les mouvements de la population industrielle en Allemagne et en France de 1897 à 1907. Les considérations générales qu'il a tirées de cette étude sont de nature à retenir toute notre attention.

Complétant ses recherches antérieures sur les transports, M. JULES BERNARD nous a parlé du mouvement des voyageurs sur diverses lignes de navigation maritime, et M. MEURIOT, reprenant une question qu'il avait traitée précédemment, nous a entretenu de la démocratisation de la vitesse, c'est-à-dire des moyens de communication de plus en plus rapides mis au service des voyageurs de 3^e classe.

Puisque j'ai nommé M. MEURIOT, comment ne lui adresserais-je pas, au nom de la Société de statistique, des remerciements tout particuliers pour les travaux aussi nombreux que variés dont il nous a fait profiter ! Tour à tour, il a étudié le développement des métropoles industrielles, les résultats de l'*income tax* de 1896 à 1910, l'Almanach de Gotha considéré comme recueil de renseignements statistiques ; et si je feuillette notre *Journal*, je trouve encore son nom au bas d'articles sur la démographie de l'Australie, le dernier recensement belge, la population et les élections sénatoriales, la population étrangère en France, le *Gross-Berlin* actuel, sans parler de comptes rendus bibliographiques faits avec la conscience et l'exactitude que nous nous plaisons à reconnaître chez notre laborieux et distingué confrère.

J'ai encore à signaler l'importante communication de M. DUGÉ DE BERNONVILLE

sur les institutions d'assistance publique en Angleterre et en Allemagne ; celle dans laquelle M. JUILLERAT a montré un curieux exemple de l'application de la statistique à l'assainissement des villes, en nous parlant du casier sanitaire des maisons à Paris ; enfin l'étude fort originale de M. DE GOY sur les subventions de l'État et la mesure de leur effet utile au point de vue départemental.

J'ai gardé pour la fin les statistiques financières que M. ALFRED NEYMARCK manie avec une maîtrise sans égale. Sa communication sur « Les émissions et remboursements des obligations de chemins de fer en 1911 » faisait suite à toute une série de travaux semblables ; c'était un de ses mérites et non le moindre. Quelle n'est pas, en effet, la valeur de renseignements puisés, comme ceux de M. Neymarck, aux meilleures sources, classés avec une méthode rigoureuse et accumulés avec une patience inlassable pendant de longues années ! C'est grâce aux trésors amassés ainsi que notre éminent confrère a pu faire passer sous nos yeux, résumé dans des chiffres dont la croissance vertigineuse étonne l'imagination, tout le développement économique, commercial, industriel et financier du monde depuis près d'un siècle.

Il faut me hâter et mentionner rapidement les articles publiés dans le corps de notre *Journal*. J'en ai signalé déjà quelques-uns ; je citerai encore — et j'en passe — l'article de M. SALEFRANQUE sur le régime fiscal de la France, celui de M. LUCIEN MARCH sur la théorie des salaires à propos d'un ouvrage du professeur Ludwell Moore, ceux de M. HUBER et de M^{lle} DE PISSARJEVSKY sur les recensements de divers pays ; la monographie, au point de vue démographique, de la commune de Seillans, par M. le docteur RAFFALLI ; sans parler ni des nombreux articles bibliographiques que nous devons à M^{lle} DE PISSARJEVSKY et à MM. BARRIOL, ROULLEAU, MEURIOT, MARCH, BLOCH, BOISLANDRY-DUBERN, ni des chroniques périodiques sur les transports, la démographie, la statistique judiciaire, les questions ouvrières et les assurances sur la vie, les banques, changes et métaux précieux, chroniques rédigées avec autant de soin que de compétence par MM. HERTEL, HUBER, YVERNÈS, MAURICE BELLOM et ROULLEAU.

Vous le voyez, mes chers Confrères, le 53^e volume du *Journal de la Société de Statistique* renfermera des travaux aussi variés que sérieux, des renseignements du plus haut intérêt qui, continuant des séries poursuivies sans interruption depuis de longues années, fourniront aux statisticiens, aux économistes, une documentation sûre et abondante.

Au cours de cette année 1912, plusieurs de nos confrères ont reçu de hautes distinctions ; nous en avons été doublement heureux, d'abord parce que nous avons pour eux une cordiale sympathie, puis aussi parce qu'il en rejaillit, nous semble-t-il, quelque honneur sur notre Société. C'est ainsi que nous avons applaudi chaudement à l'élection de M. ANDRÉ LIESSE et à celle de notre ancien Président, M. ALBERT DELATOUR, comme membres de l'Académie des Sciences morales et politiques.

Un de nos confrères, dont je rappelais tout à l'heure une fort intéressante communication, M. DE GOY, a reçu de l'Académie des Sciences le prix Montyon de statistique pour l'ensemble de ses travaux.

Un autre de nos anciens Présidents, M. PAYELLE, a été appelé à occuper le siège de Premier Président de la Cour des Comptes ; il a été remplacé par notre confrère M. PRIVAT-DESCHANEL dans le poste de Procureur général près cette haute juridiction.

M. MAURICE BLOCH, déjà Directeur général des Contributions directes, est devenu Directeur général de la Comptabilité publique, et M. DELAMOTTE, membre de notre Conseil, a été nommé Directeur au ministère des Affaires étrangères.

Enfin MM. DELANNEY, DABAT, MAURICE BLOCH, BERR, PERQUEL ont été promus à des grades supérieurs dans la Légion d'honneur ; MM. DANIEL BELLET, BOURGAREL, AUPETIT, PAUL MAYEN, THILLAYE ont reçu la croix de chevalier. Je leur renouvelle nos félicitations bien sincères, en laissant, non sans quelque regret, à mon successeur le plaisir d'adresser les compliments de notre Société à ceux de nos confrères auxquels la promotion de Janvier 1913 a apporté de semblables distinctions.

Cette revue de l'année 1912 ne serait pas complète si je ne mentionnais les nom-

breuses acquisitions que nous avons faites. M^{lle} de Pissarjevsky, MM. Rhein, le colonel Bloch, le docteur Raffalli, le professeur Niceforo, Henri Klotz, Alphan-déry, Merlin, Souchon, Théodore Berger-Levrault, Klobb, Léon Granger, Dewavrin, Bachelier, le baron Mourre, Émile Royot, Jean Brunhes, Lévy-Oulmont, Bel, Corréard, Charles Meyer, André Robert, ont été admis en qualité de membres titulaires; M. Louis Varlez comme membre associé; M. Finez comme membre correspondant. En nous félicitant d'avoir vu venir à nous de si précieux concours, qui ont eu déjà l'occasion de s'affirmer, remercions ces nouveaux confrères d'avoir apporté à notre Société des éléments puissants de vie et de prospérité.

Pourquoi faut-il, par contre, que nous ayons à déplorer la mort de cinq de nos membres, MM. CHARLES BALSAN, GEORGES MARTIN, CHEMIN-DUPONTÈS, YOT et DE COLONJON? Plusieurs d'entre eux semblaient avoir le droit de compter encore sur bien des années de vie et nous pouvions légitimement espérer qu'ils participeraient longtemps à nos travaux.

Il ne me reste plus, mes chers Confrères, qu'à saluer les nouveaux membres de notre bureau et de notre Conseil, mon ami M. CADOUX, que vous avez appelé à la présidence; M. MALZAC, qui remplace M. Cadoux comme vice-président; MM. RAPHAËL GEORGES LÉVY, EUGÈNE D'EICHTHAL ET BOISLANDRY-DUBERN.

Vous appartenez depuis quatorze ans à la Société de Statistique, mon cher Président, et vous lui avez donné bien des preuves de votre dévouement à ses intérêts. A deux reprises, vous avez fait partie de son Conseil; vous avez rempli avec distinction les laborieuses fonctions de Secrétaire des séances. Si l'on parcourt le *Journal* de la Société, on y trouve fréquemment votre nom: vous présentez des communications intéressantes et variées, vous intervenez dans les discussions pour y placer les remarques judicieuses que vous suggère une faculté d'observation toujours en éveil. Mais l'objet principal de vos préoccupations, c'est tout ce qui touche à la vie des grandes capitales: leurs finances, leurs services publics, éclairage, transports, approvisionnement; les salaires, les retraites des ouvriers urbains et municipaux. Et toujours vous revenez par une pente naturelle à cette grande cité de Paris, que nous servons tous deux avec passion et dont vous avez écrit l'histoire financière dans un livre magistral. Rappellerai-je encore les innombrables articles que vous avez donnés à diverses publications économiques et dans lesquels se manifeste la précision de votre esprit, qui ne se contente pas de raisonnements abstraits, et qui n'admet aucune théorie sans lui avoir fait subir le contrôle des faits et des chiffres?

C'est bien là aussi le but que poursuit la statistique et c'est là ce que l'on cherche à faire dans cette maison. Vous étiez donc bien à votre place parmi nous, mon cher Président, et vous y serez encore mieux à notre tête. Je vous remets avec plaisir les pouvoirs qui m'avaient été confiés et qui ne sauraient passer en meilleures mains. (*Vifs applaudissements.*)

M. Desrois du Roure invite ensuite M. Cadoux à prendre place au bureau.

DISCOURS DE M. GASTON CADOUX

Président pour 1913

MADemoiselle, MES CHERS CONFRÈRES,

En me désignant pour exercer la présidence de notre Société, vous m'avez accordé un témoignage de confiance dont je sens tout le prix. Je vous exprime cordialement ma très sincère gratitude.

Vous me faites assumer pour une année une tâche bien difficile à remplir en toutes occasions. Pour l'accomplir comme elle le doit être, je risquerais fort d'être parfois insuffisant si je n'espérais pouvoir compter sur l'amical concours de mes collègues du Conseil de la Société, sur le dévouement de notre actif secrétaire

général, sur l'expérience de notre vigilant trésorier, sur les avis et les directions de mes prédécesseurs. Tous ces appuis me seront indispensables.

C'est parce que j'ai pensé que vous m'autoriserez toujours à y faire appel ; c'est surtout parce que j'ai cru pouvoir escompter votre sympathie que j'ai accepté une fonction qui a été illustrée par des hommes éminents, fonction dont j'estime très haut l'honneur, et dont, croyez-le bien, je ne prends pas possession sans éprouver une réelle émotion. Soutenu par le souvenir de mes prédécesseurs, m'inspirant de leur exemple, je m'efforcerai de ne pas laisser périliter le précieux patrimoine de la Société de Statistique de Paris qui m'est aujourd'hui remis en dépôt.

Permettez-moi de remercier particulièrement les membres du Conseil de m'avoir désigné à vos suffrages et de dire à M. Desroys du Roure combien j'ai été touché de ses amicales paroles de bienvenue. Elles me sont d'autant plus précieuses qu'elles ont été formulées, avec sa bonne grâce coutumière, par un collègue qui a dirigé nos travaux avec une assiduité, un dévouement, une distinction et une compétence unanimement appréciés et qui demeureront pour moi les modèles à suivre dans l'exercice de ma nouvelle présidence.

MES CHERS COLLÈGUES,

Je voudrais inaugurer cette présidence en vous disant comment je conçois la fonction du statisticien, quels espoirs je fonde sur la statistique.

Je crois que le statisticien doit s'efforcer par ses chiffres, ses graphiques, ses formules, de traduire fidèlement la réalité concrète des faits par lui observés. La statistique doit donner de la fraction, petite ou grande, de la vie qu'elle a étudiée, un reflet précis et clair.

L'obligation de contribuer, par leurs travaux, aux progrès des sciences morales et politiques me paraît également devoir être présente à l'esprit des statisticiens d'aujourd'hui et préoccuper particulièrement les statisticiens français. Plus que leurs confrères étrangers, ils ont, je le crois, à réagir contre la méconnaissance des services rendus aux sciences politiques et aux études sociales par le patient labeur de la statistique.

Messieurs, pour montrer la réalité de ces services, il suffit d'examiner quelle a été, dans les recherches que poursuivent tant de nobles esprits, en vue de conquérir, pour un nombre toujours plus grand d'humains, un peu plus de vérité, un peu plus de chance de justice, sinon une plus tangible assurance de bonheur, quelle a été et quelle est la fonction du statisticien.

Comme le disait à ses jeunes camarades de l'École polytechnique un de mes éminents prédécesseurs, le secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences morales et politiques, « c'est l'enregistrement numérique, puis l'analyse et la discussion numérique des faits, des faits ambiants, notamment des faits économiques et des faits sociaux ».

Que M. de Foville a donc heureusement défini en cette circonstance la fonction du statisticien ! Nous devons le remercier d'avoir été faire appel, avec une chaleur juvénile, à ces intelligences d'élite pour augmenter le nombre des adeptes de la statistique. Souhaitons que son éloquence persuasive ait suscité de robustes vocations que notre Société verra bientôt se manifester.

Afin de me faire une conception aussi complète que possible de la fonction de l'actuel statisticien et des devoirs qu'elle lui impose, j'ai revu dernièrement la collection de notre Bulletin. Cet examen m'a fortifié dans l'idée que je me faisais de l'utilité pratique de nos travaux. Il m'a donné aussi la sensation qu'une évolution s'accomplissait dans la manière dont les communications importantes nous sont présentées. La forme, peut-être moins didactique, m'a paru plus précise. Les auteurs m'ont semblé plus portés qu'autrefois à user du langage habituel des mathématiciens ; certains ne craignant même pas de nous exposer, concurremment avec les résultats auxquels ils sont parvenus, les méthodes savantes, voire les formules, par eux employées. Quand ces exposés abordent le domaine des hautes mathémati-

ques, j'avoue qu'ils me font éprouver une admiration un peu craintive, et ce sont surtout les conclusions auxquelles ces méthodes conduisent qui raniment mon attention.

En dépit de cette peur des équations, qui est peut-être imputable à ce que j'ai oublié bien des choses depuis l'école, je suis fort aise que nous précisions tous, de notre mieux, les questions que nous discutons ici ; que nous poursuivions nos études avec une méthode plus rigoureuse ; que nos classements, nos calculs et nos conclusions procèdent d'un esprit critique plus éveillé. Comme ces trébuchets perfectionnés qui, dans les hôtels des Monnaies, refusent de mêler aux pièces de bon aloi des échantillons imparfaits, trop légers ou trop lourds, la statistique ne saurait peser trop soigneusement les éléments essentiels des phénomènes démographiques, économiques ou sociaux, qu'elle dénombre, analyse et résume, ou même simplement étudie. Et si ce juste souci de la précision ne doit jamais nous faire tomber dans une inutile complication ni dans une minutie fastidieuse, il nous aidera toujours à ne pas déformer l'image, amplifiée ou réduite, que nos colonnes de chiffres, nos courbes et nos formules ont l'ambition de représenter. Ce souci permettra de retrouver dans nos résumés l'exacte physionomie des choses et des faits. Le public — le grand public qui fait l'opinion dans les démocraties — ne suit que d'assez loin l'impulsion de l'élite réfléchie. Pour agir utilement, il le faut pourtant gagner. L'opinion nous fera d'autant plus confiance, tiendra d'autant mieux compte de nos avis, que ni nos chiffres ni leurs dérivés, par d'involontaires déformations des réalités qu'ils transposent, ne rendront aucune vérité pour elle méconnaissable.

D'ailleurs, la libre discussion à laquelle nous soumettons habituellement les méthodes d'investigation comme les résultats communiqués au cours de nos réunions permet de signaler nos erreurs involontaires et de les redresser. L'art de formuler, avec la plus délicate courtoisie, de pénétrantes critiques, legs précieux de nos devanciers, constitue l'un des principaux attraits de nos séances. Je suis certain que cette aimable tradition sera jalousement conservée parmi nous. Cette liberté de la critique est, en effet, un élément vital des travaux comme les nôtres, parce que mes chers Confrères, chez beaucoup d'hommes — et chez les mieux cultivés — il peut parfois advenir que ni l'habitude de l'observation, ni la pratique des sciences exactes, ni même cette discipline de l'esprit que le travail méthodique confère au savant, ne réussissent à tenir toujours en bride l'imagination et la passion.

L'impétuosité intellectuelle, qui caractérisa certaines des individualités les plus attachantes de l'époque prodigieuse de la Renaissance, se retrouve encore aujourd'hui chez bien des Français. Cela tient, à mon sens, à ce que, chez nous, l'activité morale est instinctivement mise au service des idées qui nous sont chères, se dévoue passionnément à la doctrine qui a conquis notre intelligence. Ce don de nous à un idéal est une noble prérogative ; mais il nous expose à apercevoir les faits et même les choses sous un jour trop rose ou trop noir, d'après un sentiment préconçu, au lieu de les considérer toujours sous leur apparence véritable, avec leurs couleurs vraies, dans leur ambiance réelle. Et les inexacitudes de notre vision, obscurcie par une observation involontairement tendancieuse, deviennent plus pernicieuses encore dès que nos raisonnements portent, non plus exclusivement sur les faits eux-mêmes, mais sur des enchaînements de faits, sur les mobiles qui les font surgir, sur les conséquences que nous croyons qu'on en devrait logiquement tirer. Mais, si des choses et des faits dénombrés et classés, nous passons aux hypothèses, plus nous aurons cru, par nos suppositions, dégager de vérité, moins nous serons impressionnés par les raisons qui viendront, en heurtant la belle ordonnance de nos déductions, affaiblir la portée de nos anticipations. Cet aveuglement passager menace tous ceux qu'une idée passionne ; ils désirent ingénument que la simple description des phénomènes dont elle semble découler pour eux, devienne non seulement un argument péremptoire, mais aussi une réfutation sans réplique de l'opinion de tous les mécréants qui n'ont pas encore adopté leur avis.

Sans doute cette défaillance de l'esprit critique, dont je confesse avoir été quelquefois affligé, n'est pas générale, et, surtout, ne sévit pas chez vous. Mais n'est-il pas sage d'agir comme si elle n'était pas absolument exceptionnelle ?

Engageons donc le statisticien, de quelque sérénité philosophique qu'il s'estime doué, à redouter la tentation de compléter quelque figuration graphique de faits par de séduisants prolongements de courbes ou de suppléer à quelques données absentes par des interpolations hasardeuses. Il n'a fallu rien moins que le souci de la probité scientifique dont des maîtres comme Levasseur, Cheysson et Coste m'ont si fortement inculqué le respect, pour me faire triompher de ces incitations au début de mes essais.

Que le statisticien qui étudie les faits économiques et sociaux craigne encore plus les sollicitations captivantes de la déduction psychologique. Elles exercent souvent leur néfaste influence sur nombre de sociologues, faisant reprendre à leur compte, par des esprits sincères, des « lois » ou des affirmations que les faits démontrent entachées d'erreurs fondamentales. La concentration fatale des capitaux entre les mains d'individus de moins en moins nombreux, par exemple, n'est-elle pas chaque jour démentie par les statistiques constatant l'éparpillement des valeurs mobilières : d'abord des obligations à lots, puis de modestes coupures de rente, puis des obligations et des actions de chemins de fer ou d'autres puissantes entreprises commerciales et industrielles ? Et l'on est stupéfait de voir tenir encore une telle erreur comme vérité évidente par des théoriciens convaincus, impuissants à se rendre compte de faits aussi facilement contrôlables. Quelques exceptions, prises par eux comme exemples, les ont trop fortement impressionnés, parce qu'ils étaient dominés par la psychologie du capitaliste telle que l'école de 1848 a voulu la fixer. En matière d'études sociales et philosophiques, nos impressions personnelles, trop limitées, trop variables, trop sujettes à l'erreur, ont besoin d'être soumises au contrôle d'autres observations. La statistique restera l'un des meilleurs instruments de ce contrôle à la condition de conserver son caractère objectif de science fondée sur le classement et le décompte de séries suffisantes de faits comparables. C'est la science auxiliaire de toutes les autres sciences morales et politiques.

Je souhaiterais que, tout en gardant, auprès des économistes et d'autres observateurs réfléchis, ce rôle d'utile auxiliaire, la statistique s'imposât bientôt aux dirigeants, aux élus français, comme un instrument indispensable de prévision et de contrôle. N'est-elle pas déjà la collaboratrice quotidienne des maîtres du négoce, de la finance, de l'industrie, comme des chefs d'armée ? Et quel grand remueur de foules, d'intérêts, de capitaux et même d'idées n'a pas proclamé les services de cette discrète mais clairvoyante conseillère ?

Ce dont je m'affligerais quant à son rôle actuel dans nos régions politiques, si l'expérience ne m'avait enseigné la vanité de telles plaintes, ce n'est pas tant du rang, parfois trop subalterne, qu'elle occupe dans la préparation des affaires publiques que du scepticisme préconçu avec lequel certains affectent de juger nos travaux, quand ils ne tournent pas la statistique en ridicule. Ils montrent qu'il est plus aisé de nier la portée de ce qu'on ignore, d'en plaisanter, avec esprit ou lourdement, que de se donner un peu de peine pour l'apprendre, la comprendre et l'utiliser.

Cependant les statisticiens poursuivent leur œuvre sans se rebuter. Ils dénoncent, de façon irréfutable, au Parlement, aux administrations, à l'opinion publique, tantôt les ravages de l'alcoolisme, tantôt les conséquences de l'oubli des lois protectrices de la propriété et de la vie humaine, tantôt le péril de la dépopulation. Depuis quelque temps déjà, la statistique a éclairé les questions relatives à la santé publique en dégagant les causes fréquentes de mortalité par ses classements méthodiques, acceptés dans presque tout l'univers. En ce moment, son concours aide les médecins à découvrir les causes multiples du tribut effroyable que nous payons à la tuberculose, à l'avarie, au cancer ; ses dénombrements éclairent l'étude des mesures de protection des travailleurs exerçant des professions dangereuses ou insalubres ; dans la question si complexe des salaires et dans celle, connexe, de la lutte contre le chômage involontaire, c'est encore à la statistique qu'on demande de dégager, du chaos des faits et des observations, les données permettant d'entreprendre des réformes méthodiques et efficaces.

Dans ce même ordre d'idées, la statistique n'est-elle pas, depuis leur fondation, la pierre angulaire de toutes les combinaisons d'assurances ?

Nos agents officiels à l'étranger devraient lui marquer une spéciale reconnaissance. Ne viennent-ils pas, grâce à la statistique du coût de la vie dans les pays où ils résident, d'obtenir que les traitements des diplomates, des consuls et des chanceliers soient enfin mis en harmonie avec leur puissance d'achat dans les lieux divers où ils représentent la France ?

En notant ce récent bienfait, je me suis à nouveau demandé pourquoi la statistique n'aiderait pas à réaliser toute une série d'autres actes de justice au bénéfice de l'ensemble des salariés de toutes professions, de par le vaste monde.

Les belles enquêtes du *Board of Trade* sur la statistique comparée des salaires et du coût de la vie en divers pays ont ouvert une voie immense, que j'avais timidement explorée, et qu'il semble que les Français devraient suivre sans s'y laisser distancer.

C'est cette conception de la fonction du statisticien qui m'a fait souhaiter, à la session de l'Institut international, à La Haye, que la statistique devienne l'instrument permettant de mesurer, de régler, de discipliner l'activité générale, en vue d'obtenir, pour le labeur humain, de suffisantes et équitables rémunérations. Je risque fort d'être traité d'utopiste. Est-ce pourtant une utopie que de croire qu'on organisera la production industrielle en raisonnant mieux les besoins, et d'espérer que cette organisation rendra plus rares — sinon fera disparaître — les grandes crises économiques, libérant des millions d'hommes de l'incertitude du pain du lendemain, adoucissant ainsi l'amertume des inévitables différences dans les situations sociales ?

J'aperçois dans l'avenir la statistique agissant comme instrument préparatoire de cette libération. Elle procédera du simple au composé. Ses enquêtes, de plus en plus précises, embrasseront cependant des orbes de moins en moins circonscrites. Ses études permettront d'organiser le travail (ce qui peut sembler actuellement chimérique), parce que les constatations qui en seront les conséquences permettront d'instituer des expériences locales, puis d'aborder des solutions nationales, puis, je l'espère, conduiront à l'adoption de mesures internationales de plus en plus satisfaisantes pour les intérêts économiques, parce qu'elles seront l'aboutissant logique d'observations, méthodiques et nombreuses, de phénomènes comparables. La transmission télégraphique des cours et des statistiques des quantités disponibles n'a-t-elle pas déjà permis au négoce international, en universalisant le marché des céréales, de maîtriser la disette ? Ainsi la statistique a délivré les États modernes de la hantise de la famine dont le spectre apparut périodiquement en Europe jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle. Les résumés statistiques, officiels ou privés, des stocks constitués, de la production et de la consommation du fer, de la houille, du cuivre, du coton commencent à permettre aux grands établissements, qui les produisent ou les transforment, de parer aux variations profondes de la situation de leurs matières premières, et, en régularisant l'activité de ces entreprises (autrefois brusquement paralysée par ces mouvements), d'éviter le plus souvent l'arrêt désastreux de nombreuses industries et la condamnation au chômage des travailleurs qui en vivent.

Pourquoi douterai-je ici des progrès qu'on peut réaliser encore dans cette voie bienfaisante ?

Peut-être suis-je victime de mon imagination et pensez-vous que je n'ai guère tardé à la laisser courir vers ces mirages contre lesquels je viens de vous mettre présomptueusement en garde.

Laissez-moi croire, toutefois, que si les nations établissent un jour une sorte d'assurance mutuelle contre les périls des grands conflits économiques, les rouages essentiels de cette bienfaisante organisation auront été préparés par les statisticiens.

Certes, beaucoup d'années nous séparent de cette réalisation.

Mais la patience est la vertu première des hommes d'étude. Si, comme j'en garde l'espérance, ils entrevoient ce but radieux, ils sauront le faire apercevoir aux élites, et la Science, unie à la Bonté, finira par y conduire nos fils.

En terminant, je formerai un autre vœu : c'est, grâce à vos travaux, de transmettre intact et si possible accru, à ceux qui continueront l'œuvre qui nous est chère, le juste renom de notre Société. Puisseons-nous leur passer, toujours plus lumineux, notre idéal flambeau ! Ils poursuivront leur route au milieu de ténèbres moins épaisses, et, s'avancant vers le but, leurs yeux percevront plus distinctement les clartés nouvelles.

Peut-être, de même que nous gardons à nos anciens, — aux plus modestes comme aux plus illustres, — un souvenir reconnaissant, nos successeurs, quand ils se retourneront pour mesurer l'étendue conquise, éprouveront-ils aussi quelque gratitude pour ceux qui auront tracé les premiers sentiers et surmonté les difficultés des âpres chemins avant eux parcourus. A mériter cette gratitude, Messieurs, travaillons ensemble allégrement et courageusement. (*Vifs applaudissements.*)

M. le PRÉSIDENT met aux voix le procès-verbal de la séance du 18 décembre 1912. Il est adopté sans observations.

Il met également aux voix la candidature de M. DUMÉRIL présenté comme *membre titulaire*. M. Duméril est nommé à l'unanimité.

Il annonce qu'il a reçu les demandes de candidatures suivantes :

Comme *membres titulaires* :

MM. Charles GALLOT, chef de bureau à la préfecture de la Seine, 1, avenue Herbillon à Saint-Mandé (Seine), présenté par MM. Desroys du Roure et Cadoux ;

BAUDOIN BUGNET, directeur général des Contributions directes, 76, rue Notre-Dame-des-Champs (VI^e), présenté par MM. Alfred Neymarck et Desroys du Roure.

DELIGNE, directeur général de l'Enregistrement, 130, faubourg Saint-Honoré (VIII^e), présenté par MM. Alfred Neymarck et Edmond Théry.

Tony CHAUVIN, vice-président de l'Association nationale des porteurs français de valeurs étrangères, 5, rue Gaillon (II^e), présenté par MM. Alfred Neymarck et Edmond Théry.

Jules GOUJON, Grand-Hôtel à Paris et rue Petite-Loubianska, n° 14, à Moscou, par MM. R. G. Lévy et Desroys du Roure.

M. le PRÉSIDENT a le regret d'annoncer le décès du Dr Ernst MISCHLER, président de la commission centrale, impériale et royale de statistique de Vienne — dès réception de la nouvelle de ce décès, notre Secrétaire général s'est empressé d'adresser aux membres de la Commission l'expression des regrets de la Société de Statistique de Paris pour la perte que le monde savant éprouve en la personne de notre collègue.

Parmi les promotions diverses dans la Légion d'honneur, M. le président a relevé les noms de quelques-uns de nos collègues et, au nom de la Société, il est heureux d'adresser des félicitations à MM. Albert Delatour, élevé à la dignité de grand officier ; Domergue, promu officier ; François Marsal et Charles Renard, nommés chevaliers.

M. le président donne ensuite la parole à M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL pour la lecture de la correspondance et la présentation des ouvrages.

M. BARRIOL indique que M. Salvador Echagaray a été nommé directeur général de la Statistique de la République mexicaine en remplacement de M. Antonio Penafiel atteint par la retraite ; il a adressé ses félicitations à notre collègue qui prépare un remarquable travail démographique sur le Mexique pour la prochaine session de l'Institut international de Statistique.

M. EMILE HORN, fils de notre ancien collègue, M. Horn, dont on connaît les liens de parenté avec notre regretté président Emile Lévasscur, a fait parvenir à la Société de Statistique une note intéressante dont M. Barriol donne lecture :

Le 29 décembre 1912, a eu lieu, à Vag-Ujhely, l'inauguration solennelle du monument élevé à la mémoire d'un de nos anciens collègues, Édouard Horn, par sa ville natale.

La cérémonie s'est déroulée avec beaucoup d'ampleur ; la séance solennelle a débuté par le chant de l'hymne national, puis plusieurs discours ont été prononcés,

biographie, réminiscences, etc., et une ode à Édouard Horn a été récitée. A cette séance, assistaient, outre les autorités civiles, politiques et religieuses du comitat, des représentants des ministres du Commerce et de l'Agriculture, une délégation du Parlement, un délégué de la ville de Budapest, des représentants des associations de la presse et des journalistes, des sociétés d'économie politique, de statistique, etc., etc.

Après la clôture de la séance, les assistants se dirigèrent en cortège, à travers la ville pavoisée, vers la maison natale d'Édouard Horn. Le monument fut remis à la ville de Vag-Ujhely, puis les chefs des différentes délégations déposèrent des couronnes. Avant de déposer sa couronne, chaque délégué prononçait une courte allocution ; il y eut ainsi une vingtaine de magnifiques couronnes et de nombreuses gerbes de fleurs. Un banquet, au cours duquel de nombreux toasts furent portés, termina la journée.

M. Barriol a adressé ses félicitations à M. Émile Horn, qu'il compte voir bientôt figurer parmi les membres de la Société.

Dans une lettre adressée au Secrétaire général, M. G. von Mayr, président de la *Deutsche statistische Gesellschaft*, le remercie de la reproduction du compte rendu du second Congrès et lui adresse des vœux pour notre Société.

La Compagnie des experts-comptables de Paris dont le président est M. Claude Pannetrat, 92, rue de Richelieu, adresse à la Société l'annonce de sa création.

Parmi les publications reçues depuis la dernière séance, M. le Secrétaire général signale les suivantes :

La Statistique des chemins de fer français d'intérêt général, les Statistiques de l'Algérie, les Statistiques du royaume des Pays-Bas, celle de la ville de Bruxelles et la Statistique criminelle de Belgique, l'Annuaire statistique du Danemark, la Statistique ouvrière de la Norvège, l'Annuaire statistique du Chili et de la ville de Montevideo (Uruguay).

Il présente ensuite le premier numéro du Bulletin de la Direction générale de la Statistique mexicaine dû à notre collègue, M. Échagaray, et il signale l'intérêt de ce travail fort bien conçu ; le n° 4 du Bulletin de statistique municipale de Paris, qui contient un article très documenté de notre ancien président, Jacques Bertillon, sur la mortalité professionnelle.

Enfin, M. le Secrétaire général signale l'ouvrage si utile de notre ancien président, M. Alfred Neymarck : *Que doit-on faire de son argent ?*

M. Neymarck a condensé dans cet ouvrage les notions que tout capitaliste ou rentier doit avoir sur les valeurs mobilières, et les conseils pratiques que, depuis plus de quarante ans, dans son journal, le *Rentier*, il a donnés à l'épargne pour les placements mobiliers.

M. le PRÉSIDENT donne ensuite la parole à M. Alfred NEYMARCK pour le développement de sa communication sur les *Tempêtes de Bourse*, dont le texte est reproduit dans le présent journal (Voir page 53).

Dans sa communication, M. Alfred Neymarck a fait l'historique chiffré des grandes « tempêtes de Bourse » qui, depuis plus d'un siècle, sous tous les régimes et à toutes les époques, ont bouleversé les capitalistes, les rentiers, les porteurs de titres. Ces tempêtes n'ont épargné ni les détenteurs de rentes, ni les actionnaires de banques, de chemins de fer, de sociétés industrielles, de valeurs minières. La communication de M. Neymarck se termine par des conseils de prudence et de sagesse à l'adresse des rentiers et porteurs de titres, conseils qui résultent des enseignements mêmes que renferme sa documentation si complète.

M. le PRÉSIDENT remercie M. Alfred Neymarck de sa très intéressante communication et donne la parole à M. Lucien March pour ses observations inscrites à l'ordre du jour.

M. Lucien MARCH dit qu'après le tableau des tempêtes financières, qu'a présenté d'une façon saisissante M. Neymarck, il va soumettre à l'Assemblée quelques vues sur l'utilité d'observations précises et méthodiques pour atténuer les mouvements excessifs, ou tout au moins leurs conséquences les plus fâcheuses.

La météorologie essaie de prévoir le temps en multipliant les observations, mais elle est aux prises avec de plus grandes difficultés, attendu que les causes complexes des changements du temps nous sont à peu près inconnues, tandis que les changements économiques sont en grande partie le fait de l'homme.

A notre époque, les moyens d'information économique ne manquent pas : journaux et revues, particulièrement dans la presse économique ou financière, bureaux d'étude des établissements financiers, des principaux courtiers, des associations de producteurs ou de commerçants ; nombreux sont les organes qui, chacun dans sa sphère, ont pour objet l'observation du marché économique.

Récemment, des institutions d'un caractère plus général se sont créées qui tendent à synthétiser les mouvements et à les prévoir.

Depuis un siècle, l'observation a permis de décomposer le mouvement des prix et de l'activité économique en mouvements relativement simples : journaliers, saisonniers, annuels, puis cycles commerciaux dont la période est de sept à dix ans, et enfin mouvement séculaire s'étendant sur un demi-siècle environ. Grâce à cette décomposition, on saisit mieux les influences actives et l'on peut essayer de neutraliser celles qui semblent défavorables, de stabiliser ainsi l'activité elle-même. On peut d'ailleurs remarquer que tout progrès dans la connaissance des régularités économiques est, en soi, un élément de stabilisation. Au cours d'un voyage dans l'Amérique du Nord, M. March a noté des dispositions des projets capables d'intéresser la Société de Statistique et de seconder des suggestions fécondes.

De toutes les institutions ou entreprises qui ont pour objet l'observation des prix et de l'état économique général, la plus importante et la plus méthodiquement organisée est, sans doute, celle qui a été créée en 1903 par un publiciste ingénieux, M. Babson, sous le nom de *Babson's statistical organisation*. L'établissement, situé à la campagne, près de Boston, a une centaine de correspondants, disséminés sur le territoire des États-Unis, dont les rapports sont coordonnés par un personnel comprenant une soixantaine d'employés. A l'aide des informations ainsi recueillies, l'établissement publie des comptes rendus hebdomadaires et des cartes de la situation économique dans les principales régions du territoire fédéral. Puis il forme une récapitulation des statistiques et des données numériques recueillies par les offices gouvernementaux ou par les institutions privées telles que les banques, les bourses, les clearing-houses, etc. Ces éléments, tenus constamment à jour, servent à la construction d'une sorte de baromètre des affaires dont les indications résument les mouvements de vingt-cinq catégories de renseignements convenablement choisis. M. Babson a édifié une théorie des mouvements économiques, fondée sur ce baromètre dont le point moyen suit la ligne de progression générale des affaires, à travers les oscillations des cycles commerciaux. Le point indicateur court tantôt au-dessus, tantôt au-dessous de cette base, en formant des surfaces que M. Babson considère comme devant être à peu près égales, et c'est là le principe de ses prévisions.

La plupart des renseignements considérés aux États-Unis le sont aussi en Europe. Il en est deux cependant qui ne sont encore l'objet d'aucun relevé en France, et qui offrent pourtant un grand intérêt en raison de leur signification et de leur continuité. L'un est le nombre proportionnel des wagons vides, symptôme journalier de l'état d'activité des transports par voie ferrée, l'autre, le nombre des titres négociés à la Bourse des valeurs. Pour chaque négociation en Bourse on enregistre mécaniquement, sur un ruban, la nature de la valeur, le nombre des titres vendus et le cours. On peut ainsi noter chaque jour le nombre moyen de titres par négociation et le prix moyen exact des titres vendus. Les hommes d'affaires exercés sont même capables de tâter le pouls de la Bourse, en quelque sorte, rien qu'en regardant passer le ruban enregistreur.

Si l'observation soignée des manifestations de l'activité économique est, en soi, un élément de jugement et de pondération, comme certains mouvements peuvent être dus à des causes permanentes, il semble qu'on obtiendrait une stabilisation plus sûre des prix si l'on agissait sur les causes.

Or, le mouvement séculaire des prix paraît lié, dans une certaine mesure, au changement du pouvoir d'achat de l'étalon monétaire. On s'en rend compte, par exemple, sur un graphique où la courbe de l'accroissement du stock monétaire et la courbe de l'indice général des prix sont juxtaposées avec un décalage de dix années. Dès lors, on a cherché le moyen de faire obstacle au renchérissement en agissant sur le stock monétaire. Parmi les systèmes possibles, l'un des plus simples est sans doute celui qui a été proposé par le professeur Irving Fisher. Dans ce système, le poids d'or échangeable contre une pièce de monnaie serait accru par l'État, à mesure que diminuerait le pouvoir d'achat de cette pièce, c'est-à-dire la valeur commerciale de l'or.

Pour éviter une spéculation abusive, un droit de brassage serait exigé du vendeur de lingots. En outre, un seigneurage, dont le taux serait peu différent de celui du brassage, s'y ajouterait. A intervalles réguliers, tous les trimestres par exemple, on procéderait au réajustement du poids d'or brut exigé en échange de la pièce de monnaie, d'après l'observation du niveau général des prix.

Ce système pourrait ne fonctionner que dans un seul pays. Appliqué aux États-Unis seulement, par exemple, il aurait pour effet de détourner les lingots d'or vers d'autres pays et de faire monter, par exemple, le cours du change européen sur New-York, de rendre les importations d'Europe aux États-Unis plus difficiles et les exportations des États-Unis plus faciles. La hausse du change européen sur New-York finirait par amener le poids d'or nécessaire pour acquérir un dollar exactement au nombre de grains exigé par le Gouvernement américain.

Le système crée en somme, là où il est appliqué, un obstacle au monnayage ; par conséquent il mettrait un frein au développement du crédit et de l'activité économique et, par suite à la hausse des prix. Ses effets seraient cependant plus sûrs s'il fonctionnait dans l'ensemble des principaux pays à étalon d'or.

Cependant pour démontrer qu'il produira une certaine stabilisation, et surtout une situation plus avantageuse pour la masse des citoyens que la situation actuelle, il faudrait établir d'abord que la circulation fiduciaire se règle sur la circulation monétaire, car elle s'y substitue de plus en plus sur beaucoup de points, et que la vitesse, tant de la circulation fiduciaire que de la circulation monétaire, varie peu. Or, si l'on peut admettre que la vitesse de circulation de l'argent est fixée dans une certaine mesure par les habitudes, on ne peut en dire autant de la circulation fiduciaire. M. March rappelle que M. Pierre des Essars a établi un certain parallélisme entre la vitesse de circulation des dépôts et les cycles commerciaux. Rien ne prouve que la circulation des chèques et billets de règlement de comptes n'est point susceptible aussi de varier beaucoup.

D'autre part, Irving Fisher reconnaît lui-même que la stabilisation produite par son système n'atténuerait d'une manière sensible que le mouvement séculaire des prix. Elle n'affecterait guère sans doute les cycles commerciaux. Or, il est plus facile pour la masse de s'accommoder aux mouvements lents qu'aux mouvements rapides.

En dernière analyse le résultat du système de stabilisation, par réajustement du poids des lingots exigibles en échange d'une certaine somme de monnaie, reste douteux. Heureusement, Irving Fisher ne s'en tient pas à cette proposition, il demande que la question soit soumise à l'étude d'une Commission internationale chargée de l'observation des prix.

L'idée d'un organisme international, chargé de l'observation des prix et des facteurs de l'activité économique, semble très féconde. M. March signale de nouveau les répercussions du renchérissement sur les conditions respectives des personnes : accroissement du coût de la vie, baisse des valeurs à revenu fixe qui forment le patrimoine des institutions de prévoyance et de bienfaisance, baisse du pouvoir d'achat des rentes et pensions, charges imposées aux créanciers à l'avantage des débiteurs, etc. Le trouble est, à certains égards, permanent quand la hausse est permanente et que l'augmentation des salaires et appointements est toujours en retard sur l'accroissement du coût de la vie. Mais il lui paraît que ce trouble résulte sur-

tout de l'ignorance des intéressés. Faire la lumière sur les mouvements des prix, permettre au public d'en mesurer l'importance, la durée, d'en reconnaître les causes principales aussi justement que possible, lui semble le moyen le plus sûr d'éviter les abus. Aussi l'idée d'un organisme international d'études, idée qui a recueilli d'ailleurs les suffrages d'un grand nombre d'économistes de tous les pays, semble-t-elle particulièrement heureuse, surtout si cet organisme peut trouver auprès d'organes nationaux les éléments statistiques, les observations dont il a besoin et les moyens de publicité nécessaires à l'effet utile sur la masse des habitants de chaque pays. Une organisation semblable ne fait point intervenir les pouvoirs de l'État dans les transactions monétaires, intervention qui est rarement sans péril ; elle n'apporte aucune entrave à l'activité industrielle ni à la liberté économique.

Reprenant une pensée de Guizot, l'orateur constate qu'ici encore la publicité apparaît comme le meilleur correctif, et en même temps la meilleure garantie, de la liberté.

M. le PRÉSIDENT remercie M. Lucien March de son exposé si instructif. En raison de l'heure avancée, la discussion est remise à la séance du mois de février dont l'ordre du jour est ainsi fixé :

1° *Observations sur les communications faites en janvier par M. Alfred Neymarck sur les tempêtes de Bourse, et par M. Lucien March sur les observations de la stabilisation des prix ;*

2° *Le Bilan de l'assurance sociale allemande, par M. Maurice Bellom.*

La séance est levée à 23^h 30.

Le Secrétaire général,
Alfred BARRIOL.

Le Président,
Gaston CADOUX.
